

BULLETIN

QUÉBEC SOLIDAIRE - JOLIETTE



No. 9, Octobre 2010

Courriel: joliette@quebecsolidaire.net

Téléphone: 450-759-3867

LA RENTRÉE AUTOMNALE POUR LE COMITÉ DE COORDINATION

Votre comité de coordination reprend du service après un bref arrêt pour la période des vacances estivales.

À l'hiver 2009-2010, nous avons eu le bonheur de rencontrer plusieurs groupes communautaires dans le but de mieux les connaître. Nous consolidons nos contacts avec d'autres groupes qui le désireront.

Aussi, au niveau local, Québec solidaire, par l'intermédiaire de sa porte-parole Flavie Trudel, a pris la parole sur l'invitation de Monsieur Daniel Tessier, président du Conseil central de Lanaudière le 11 septembre 2010 lors d'une action de mobilisation concernant la négociation avec le gouvernement Charest de la première convention collective des responsables des services de garde en milieu familial.

Nous nous préparons à participer à la Marche mondiale des femmes tant au niveau local que celle prévue le 17 octobre 2010 à Rimouski.

Nous restons vigilantEs à tout ce qui peut survenir dans les villes de notre circonscription au niveau politique, social, culturel, économique et environnemental.

En ce sens, nous vous invitons à nous informer si vous jugez notre présence ou action pertinente localement à toute cause qui va dans le sens des positions de Québec solidaire. On verra comment on peut appuyer ces dossiers locaux.

Au niveau national, nous sommes interpellés pour revoir certains aspects de nos statuts et devons bientôt nous pencher sur le 2e enjeu de notre programme, soit l'économie, l'environnement, le travail et l'agriculture. Les cercles citoyens sont déjà en marche et les contributions doivent être remises au plus tard le 15 octobre 2010. Une fois les contributions compilées, un cahier synthèse sera acheminé aux associations locales pour une vaste consultation dont la conclusion

se traduira par l'adoption de notre programme sur ces sujets lors du congrès de mars 2010.

Comme vous le voyez, le boulot est important et nous ne sommes que 4 membres sur le comité de coordination. Alors, si vous voulez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

Au plaisir de vous revoir bientôt... Sûrement lors de notre prochaine assemblée générale qui devrait être tenue dans les prochains mois.

France Desjardins

**L'ARGENT POUR
QUÉBEC SOLIDAIRE...
C'EST
LE NERF DE LA PAIX
comme l'a dit
notre député solidaire
Amir Khadir.**

Si vous avez des suggestions de campagne de financement pour notre association, n'hésitez pas à nous en parler.

Vous pouvez nous rejoindre par notre site internet ou au numéro apparaissant à l'en-tête du Bulletin.



Les membres du comité de coordination de QS Joliette élus lors de l'Assemblée générale annuelle de mars 2010. De gauche à droite: Michel Robert, France Desjardins, Françoise David, porte-parole de Québec solidaire et présidente du parti, Flavie Trudel, porte-parole de QS Joliette et Suzanne Richard. Soulignons les belles performances en improvisation de Françoise et Flavie lors de notre souper spaghetti

Forts d'un mandat de grève favorable à 100%

LES EMPLOYÉ-ES DE LA LIBRAIRIE RENÉ MARTIN EN GRÈVE

Depuis le 31 août 2010, les 23 employéEs de la Librairie René Martin sont en grève; leur convention collective étant échue depuis le 31 juillet 2010.

Les membres du syndicat se sont réuniEs en assemblée générale le 30 août dernier et ont voté à 100 % pour la grève générale illimitée. Le mandat de grève a été appliqué dès le 31 août dernier.

Je me suis donc rendue sur la ligne de piquetage par solidarité et j'y ai rencontré des personnes dynamiques et convaincues de la légitimité de leurs actions.

Madame Josée Pagé, présidente du syndicat et Monsieur Benoit Sabourin, vice-président, m'ont informé que tout l'aspect normatif (vacances, temps supplémentaires, etc.) a été convenu entre les parties. Les discussions acheminent au niveau des clauses salariales.

À l'embauche, les employéEs reçoivent 9.50\$ soit le salaire minimum pour atteindre 11.70\$ après 7 ans.

L'offre patronale maintient le salaire minimum à l'embauche et un salaire de 11.85\$ après 7 ans à l'emploi.

Vous comprenez bien que cette proposition patronale est risible et méprisante si on tient compte du fait que l'employeur, Mme France Martin en tête, n'a même pas haussé le salaire de ces employéEs qui gagnaient déjà 9.50\$ lors de l'augmentation du salaire minimum à 9.50\$ de l'heure.

Il faut mentionner que la très grande majorité du personnel de la Librairie René Martin sont des femmes et que l'employeur demande un cours collégial en techniques de documentation pour certains postes. Aussi, plus de la moitié du personnel est à temps partiel.

Chose certaine, ces gens sont prêts à se battre pour se faire respecter et il faut leur montrer notre solidarité. Faites un détour et allez les rencontrer. Ces gens sont très sympathiques et leur énergie est stimulante.

France Desjardins



**Un don
pour
que
ça change.**

**Contribuez
à faire
de la
politique
autrement!**

Lors du Conseil national de juin dernier, les délégué-es des différentes associations du parti ont décidé de participer activement à l'effacement de la dette nationale, condition essentielle à faire de la politique autrement. Nous ne souhaitons pas faire la manchette parce que nous aurions une caisse occulte! Il faut financer notre parti.

Québec solidaire fait donc une campagne de financement. Dsns les derniers jours, vous avez reçu une lettre de notre organisation nationale vous invitant au don, suivie de peu par un coup de téléphone que vous recevrez d'une bénévoles de notre association. Pensez à 300 jours de travail de nos porte-parole, notre député et nos militants et militantes. Et chiffrez votre don en conséquence et selon vos moyens bien sûr.

Un rappel : 75% du premier 400\$ est remboursé intégralement. Par exemple, vous êtes capables de nous donner 25.00\$, essayez de trouver un 100.00\$, puisqu'il vous en reviendra 75.00\$. Formule « gagnant-gagnant » : Québec solidaire a 100.00\$ et vous avez donné réellement 25.00\$ après le retour sur le rapport d'impôt.

Merci
Suzanne Richard



LA COALITION OPPOSÉE À TARIFICATION ET LA PRIVATISATION SE PRÉPARE À L'ACTION

Quand le gouvernement Charest a annoncé son intention d'augmenter les frais de scolarité, les tarifs d'électricité et les frais de garde, une vaste coalition n'a pas tardé à se former. Il s'agit de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation qui regroupe plus d'une centaine d'organisations communautaires, syndicales, étudiantes, féministes, etc. C'est cette coalition qui a organisé la grande manifestation du 1er avril dernier contre le budget Bachand. Cette manifestation a été suivie d'autres actions en mai et en juin, sous le signe de la "main rouge".

Les nombreuses tarifications et compressions budgétaires annoncées dans le budget Bachand auront des conséquences désastreuses sur l'accessibilité et la qualité de nos services publics. C'est en premier lieu les gens au bas de l'échelle et issus de la classe moyenne qui vivront le plus durement ces mesures. Alors que le gouvernement prétend que ces choix étaient inévitables, la Coalition affirme que rien n'est plus faux. Plusieurs mois avant le dépôt du budget, la Coalition proposait de nombreuses alternatives fiscales visant à financer adéquatement l'ensemble des services publics et des programmes sociaux. De toute évidence, le gouvernement a rejeté ces revendications et a ainsi choisi son camp: celui des mieux nantis et des grandes entreprises. S'il avait été à l'écoute de son peuple, le gouvernement aurait mis de l'avant des mesures justes, équitables et progressives en allant chercher l'argent là où il se trouve:

- En instaurant une fiscalité plus équitable.

- En augmentant les redevances sur les ressources naturelles

- En faisant la lutte à l'évasion et à l'évitement fiscal.

- En ajoutant au moins un palier d'imposition pour les revenus les plus élevés.

- En réduisant, voire même en abolissant, certaines exemptions fiscales (qui ne profitent qu'aux riches).

- En introduisant une TVQ progressive en fonction de la nature des biens achetés.

- En luttant contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux.

Dès cet automne, la Coalition entend intensifier son action avec un objectif clair de faire reculer le gouvernement sur l'ensemble des mesures régressives du dernier budget et d'exiger des services publics de qualité financés par des mesures qui n'appauvriront pas les moins nantis et la classe moyenne. Le plan d'action n'a pas encore été décidé formellement mais les discussions sont très intenses. Les propositions sont nombreuses pour des actions qui vont du type «symbolique» jusqu'à de véritables journées de perturbation et de «blocage».

Par exemple, à l'occasion de la conférence organisée le 23 octobre 2010 à Ste-Foy par le Réseau liberté Québec, le nouvel organisme autour duquel



tente de s'organiser la droite, il pourrait y avoir une action symbolique.

Le 10 décembre 2010, dans le cadre des 50 ans de la Révolution tranquille, Monique Jérôme Forget fera une conférence à la Grande bibliothèque. Elle soutiendra essentiellement que c'est cette période qui a mis le Québec «dans le trouble». La Coalition envisage une action de dénonciation.

La Coalition envisage également de participer activement aux forums sur l'éducation qui auront lieu cet automne.

Pendant tout l'automne, les députés et ministres peuvent s'attendre à avoir la Coalition sur le dos dans tous les événements auxquels ils ou elles participeront.

Mais les plus grandes actions de la Coalition auront lieu à la fin novembre et autour du mois de février sous la forme d'une manifestation nationale et d'une journée de perturbation et de blocage. On ne peut pas encore dire laquelle de ces actions viendra en premier, c'est-à-dire à la fin novembre, mais il ne manquera pas de publicité pour s'assurer de la plus large participation.

L'enjeu de la tarification et de la privatisation est présentement une question centrale au Québec. C'est le devoir de chaque citoyen-ne de prendre les moyens pour faire reculer le gouvernement Charest.

Rappelons que Québec solidaire est membre sympathisant de la Coalition.

Jean Paul Pelletier



TRAVAILLER AUTREMENT

Un homme prénommé Roger a cinquante sept ans et travaille au même endroit depuis 37 ans. Comme scolarité, il a un secondaire III.

Un vendredi soir, 3 jours avant Noël, son patron lui annonce que le lundi matin suivant, il devra rester chez lui, ses services ne sont dorénavant plus requis.

Ces types de mises à pied méprisantes et totalement abjectes sont hélas monnaie courante.

On connaît malheureusement la suite: chômage, aide sociale, dépression et, trop souvent, suicide.

Les tenants du néo-libéralisme et du capitalisme sauvage - comme si le capitalisme humain et de tendresse pouvait exister - nous disent que c'est bien triste pour Roger, mais qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des oeufs. Eh ! Oh! Nous sommes des humains pas des oeufs. Assez le mépris!!!

De plus les néo-libéraux ajoutent, comme le claironnait allégrement Madame Thatcher: TNA "There 's no alternative" On ne peut pas faire autrement."

Roger, heureusement, après des années de misère reprend espoir grâce aux hommes et aux femmes du groupe communautaire qu'il fréquente régulièrement, et il commence à vivre... autrement

Nous connaissons tous des Roger et si nous sommes militants de Québec solidaire, c'est que nous refusons ce : " On ne peut pas faire autrement, " Nous savons qu'un autre monde est possible et nous y travaillons déjà tous les jours dans nos écoles, nos coopératives, nos groupes communautaires, nos syndicats et autres.

Ce vivre autrement, cette alternative existe aussi ailleurs. Laissez-moi vous présenter un petit projet porteur d'espoir, qui fête cette année ses dix ans d'existence.

En banlieue parisienne, plus spécifiquement à Noisy le Grand, existe une coopérative de travail où on travaille et apprend ensemble (TAE pour

Travailler et Apprendre Ensemble) dans un projet pilote du Mouvement ATD Quart-monde (*) dans lequel je milite depuis maintes années.

L'entreprise peut-être un lieu où l'intelligence crée, innove, perfectionne à tous niveaux et où les travailleurs vivent la solidarité au lieu de la compétitivité.

Or c'est précisément le nom de ce projet coopératif TRAVAILLER ET APPRENDRE ENSEMBLE (TAE), lequel développe 3 ateliers de travail soit: Informatique, Rénovation, Nettoyage.

TAE a pour but de repenser l'entreprise en associant des travailleurs qui sont souvent exclus du marché de l'emploi et d'autres qui, ensemble, souhaitent participer à la construction d'une économie solidaire

TAE en chiffres:

- Un budget annuel de 500,000 euros
- 5% des recettes proviennent de ventes, 25% de subventions
- 22 salariés en CDI
- 80% des dépenses sont attribuées aux salaires
- 2000 ordinateurs reconditionnés chaque année
- 30 à 40 chantiers de bâtiments réalisés chaque année.
- 3 autres projets de TAE dans le monde (Madagascar, Guatemala, et Sénégal.)

OBJECTIF: Prioriser l'embauche des travailleurs rejetés par le marché.

Quelques autres caractéristiques de TAE :

Une entreprise donnant la priorité à l'humain, le TAE s'appuie sur la conviction que les travailleurs qui ont été durablement exclus du monde de l'entreprise ont un savoir d'expérience unique. Au-delà de nos différences, chacun et chacune d'entre nous apporte ses connaissances, son histoire personnelle, sa pensée.

On responsabilise l'équipe, mais pas individuellement, ce qui veut dire aussi

qu'on ne pénalise pas l'erreur individuelle. "Ne jamais être seul-e au travail devant les difficultés", "Ce qui est important c'est que chacun-e travaille à son rythme." Ce n'est pas la productivité individuelle qui compte mais c'est ce qu'on va faire collectivement".

"Quand on discute entre nous, on arrive à surmonter toutes les difficultés". "On est tour à tour formé-e et formateur-e."

Tout ce qui précède est déjà particulièrement intéressant mais ajoutons que chaque semaine les travailleurs sur leur temps de travail, consacrent un certain temps pour des sorties et autres dans le but de se connaître davantage.

"Notre travail à TAE nous redonne courage, volonté et fierté, on est valorisé-e et reconnu-e , Ça nous permet d'avoir la tête haute."

Quelle différence avec le marché du travail soit disant normal qui, comme le disait Michel Chartrand, "tue du monde à tour de bras".

Un autre monde est possible... un autre monde du travail est possible et, petit à petit, un peu partout... il émerge.

Dans notre Québec de 2010 où le cynisme et le désintéressement politique occupent une place majeure, notre rôle comme militant-e de Québec solidaire est de démontrer que non seulement un autre monde est possible mais qu'il existe déjà, ici et ailleurs, et qu'ensemble nous bâtissons un monde où l'économie est au service de l'humain et non l'inverse. Il ne s'agit pas de refaire ici, ce qui se fait là-bas. Nous savons fort bien inventer nos propres solutions mais des valeurs similaires peuvent amener des solutions compatibles.

Pour plus d'infos sur TAE, voir www.ecosolidaire.org

Jacques Desrosiers
porte-parole QS Lanaudière



(*) Pour savoir ce qu'est ATD Quart monde, lisez le texte sur les origines de la Journée mondiale du refus de la misère (page 5 du présent Bulletin).

Les origines de la Journée mondiale du refus de la misère

PÈRE WRESINSKI ET LE MOUVEMENT "AIDE À TOUTE DÉTRESSE"

Né d'un père polonais et d'une mère espagnole, le 12 février 1917, l'enfant Joseph Wresinski grandit dans un foyer très pauvre à Angers, France. Il est ordonné prêtre le 29 juin 1946, à Soissons. Curé dans des paroisses ouvrières et rurales, pendant dix ans, dans le département de l'Aisne, son évêque lui propose en 1956 de rejoindre un camp de sans-logis, à Noisy-le-Grand (région parisienne).

Le 14 juillet 1956, il rejoint les 252 familles rassemblées dans le camp des sans-logis. Il y éprouve un véritable choc. "Ce jour-là, je suis entré dans le malheur", écrira-t-il plus tard. Désormais, il consacra toute son énergie à faire reconnaître ce peuple en quête de dignité, un peuple avec une pensée et une expérience uniques, indispensables à la société. "J'ai été hanté par l'idée que jamais ces familles ne sortiraient de la misère aussi longtemps qu'elles ne seraient pas accueillies dans leur ensemble, en tant que peuple, là où débattaient les autres hommes. Je me suis promis que si je restais, je ferais en sorte que ces familles puissent gravir les marches du Vatican, de l'Elysée, de l'ONU..."

A Noisy-le-Grand, il proposera aux familles de créer un jardin d'enfants et une bibliothèque. "Ce n'est pas tellement de nourriture, de vêtements qu'avaient besoin tous ces gens, mais de dignité, de ne plus dépendre du bon

vouloir des autres." Une chapelle, un atelier pour les jeunes et les adultes, une laverie, un salon d'esthétique pour les femmes vont être réalisés peu à peu.

Avec les familles vivant à Noisy-le-Grand, le père Joseph Wresinski créera une association qui deviendra "Aide à Toute Détresse" (ATD). Une certitude l'anime : "La misère est l'oeuvre des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire." Des hommes et des femmes de tous horizons le rejoignent peu à peu. Certains, venant de nombreux pays, choisissent d'engager leur avenir avec les plus pauvres. Ainsi naît le volontariat permanent du Mouvement ATD Quart Monde.

Membre du Conseil économique et social de la République française à partir de 1979, le père Joseph Wresinski rédigea un Rapport aux répercussions sociales et politiques importantes à travers l'Europe et dans le monde. Ce rapport intitulé "Grande pauvreté et précarité économique et sociale" est adopté le 11 février 1987. Les personnes en grande pauvreté s'expriment officiellement par la voix de l'un des leurs. Le rapport reconnaît la misère comme une violation des droits de l'homme. Il est proclamé qu'il n'est pas possible de supprimer la grande pauvreté sans associer d'emblée les plus pauvres comme partenaires.

Quelques mois plus tard, le 17 octobre

1987, à Paris, répondant à l'appel du père Joseph Wresinski, plus de 100 000 personnes expriment la nécessité de s'unir pour faire respecter les droits de l'homme en se rassemblant autour du parvis du Trocadéro, à l'endroit où fut signée la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. À cette occasion, une dalle affirmant que les plus pauvres sont les créateurs d'une humanité fraternelle, a été gravée. On peut y lire l'appel du père Joseph : "Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré".

Ce rassemblement a institué le 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère. Cette journée a été reconnue officiellement par les Nations Unies le 22 décembre 1992.

ATD Quart monde est actuellement actif dans une trentaine de pays d'Amérique Latine, d'Amérique du Sud et de Nord, de l'Europe et de l'Asie.

Tiré du site internet d'ATD Quart monde



ATD Quart Monde et toutes les personnes de coeur qui oeuvrent avec les personnes démunies de notre société riche permettent que des femmes, des hommes et des enfants soient conscientEs de ce que vivent les itinérantEs et comprennent mieux leurs revendications.

Sur la photo, on voit Flavrie Trudel et son fils Daniel à la Nuit des sans-abri en 2008. Elle tient à partager sa solidarité avec les itinérantEs de Joliette et appuyer leurs revendications. Y serez-vous cette année ?

La 21^e nuit des sans-abri

Vigile de solidarité



Vendredi
15 octobre 2010
nuitdessansabri.ca

VENDREDI LE 15 OCTOBRE 2010 LIEU : PARC LAJOIE À JOLIETTE DE 18h le vendredi 15 octobre à 5h le samedi matin.

“ Personne n'est à l'abri ”

Cette année, le Comité national de la Nuit des sans-abri souhaite rappeler l'importance du droit de cité, qui englobe le droit d'occuper l'espace public et celui d'exercer une citoyenneté pleine et entière. Les organismes qui viennent aux personnes itinérantes peuvent témoigner quotidiennement des difficultés vécues par ces dernières lorsqu'elles cherchent à prendre une place dans l'espace public (dans la rue, dans les parcs, etc.) et dans la vie comme citoyen.

La nuit des sans-abri c'est une façon originale de combattre nos préjugés face aux personnes sans-abris.

Venez les rencontrer dans la Nuit des sans-abri organisée par la Maison Rolland Gauvreault et Accueil jeunesse Lanaudière.

Moi j'y assiste depuis plusieurs années et c'est toujours un bel événement pour s'ouvrir aux autres et démontrer notre solidarité.

PS: Il n'est pas nécessaire d'y passer la nuit mais juste un petit tour est apprécié.

France Desjardins

LE 17 OCTOBRE 2010 JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

COMMUNIQUÉ ACTION DIGNITÉ LANAUDIÈRE

Joliette, le 29 septembre 2010

Pour souligner la Journée mondiale du refus de la misère, Action DIGNITÉ Lanaudière vous invite à vous joindre à ses membres pour déjeuner ensemble et échanger notamment sur l'aspect socio-économique de la pauvreté et la lutte aux préjugés. On pourra aussi y entendre des personnes en situation de pauvreté prendre la parole et témoigner de leurs forces et de leur créativité.

L'activité se tiendra le dimanche 17 octobre de 9h30 à 12h au 144, rue St-Joseph à Joliette et la contribution est volontaire. Les personnes qui aimeraient y participer ont jusqu'au 8 octobre pour en informer les responsables en communiquant avec l'organisme au 450-756-1155.



Contrairement aux dernières années, il n'y aura cependant pas de marche silencieuse symbolique au centre-ville en raison de la participation du groupe à la Marche régionale des femmes à Joliette le 13 octobre prochain.

Action DIGNITÉ Lanaudière est un groupe d'éducation populaire qui existe depuis 1973 et travaille à l'amélioration des conditions de vie socio-économique des personnes à faible revenu et des personnes analphabètes dans la MRC de Joliette et de la région de Lanaudière. Il organise depuis plus d'une dizaine d'années des activités dans le cadre de cette Journée mondiale du refus de la misère.

Source: Lorraine Roy
Action DIGNITÉ de
Lanaudière

**QUÉBEC SOLIDAIRE A
BESOIN DE CHACUN-E
POUR ACCROITRE SON
MEMBERSHIP!**

**SI TU RECRUTES UN
MEMBRE, LE PARTI AURA
LE VENT DANS LES VOILES
POUR POURSUIVRE SON
TRAVAIL POLITIQUE.**

**PARLES DE QUÉBEC
SOLIDAIRE DANS TON
ENTOURAGE ET INVITES
LES GENS PROGRESSISTES
À DEVENIR MEMBRE.**



Marche mondiale des femmes

Viens-tu prendre une marche?

Mercredi le 13 octobre, je t'invite à venir «prendre une marche» avec Suzanne, France, moi et bien d'autres. Nous partirons de la Bibliothèque Rina-Lasnier (57 rue St-Pierre à Joliette) vers 12 :30 et nous nous rendrons, en parlant et en chantant, au parc Lajoie. Là nous attendra une bonne soupe populaire que nous dégusterons au son des tam-tams en écoutant des femmes qui participent à la Marche Mondiale des Femmes.

Tu te souviens peut-être que c'est avec la marche "Du pain et des roses" en 1995 - oui 15 ans déjà...- que nous avons commencé à marcher pour revendiquer de meilleures conditions de vie pour nous, nos enfants et le Québec tout entier.

En 2010, nous n'avons pas encore fini de revendiquer et nous poursuivons notre marche avec des femmes du monde entier. Toutes les revendications me tiennent à coeur, mais je t'en rappelle quelques-unes : l'accès à un travail décent par la hausse substantielle du salaire minimum et des conditions de vie décente pour les personnes à l'aide sociale ; la fin de la privatisation des services publics et du bien commun- santé, éducation, eau, énergie éolienne ; pour la mise en place, par le gouvernement du Québec, de mesures concrètes pour la prévention et la lutte contre la violence envers les femmes.

Tu sais que Québec solidaire appuie les revendications de la Marche mondiale des femmes et que nous participerons aussi au Grand rassemblement québécois de la MMF à Rimouski les 16 et 17 octobre qui viennent. Peut-être nous accompagneras-tu jusque là... Mais je sais que, même si tu n'y es pas, tu nous appuies. De mon côté, je te porterai dans mon coeur avec les autres femmes, les autres hommes et les enfants qui comptent sur nous pour que ça change.

Flavie



*Tant que toutes les femmes ne seront pas libres,
nous serons en marche!*

CERCLES CITOYENS

**En route vers l'enjeu 2
de notre programme:**

**ÉCONOMIE
ENVIRONNEMENT
TRAVAIL
AGRICULTURE**

**VOUS VOULEZ
CONTRIBUER AU
PROGRAMME POLITIQUE
DE QUÉBEC SOLIDAIRE?**

**C'EST SIMPLE ET ÇA NE
DEMANDE QUE QUEL-
QUES HEURES DE VOTRE
TEMPS!**

Un souper, une rencontre en soirée avec des amiEs (membres et non membres de QS).

Convenez d'un enjeu que vous voulez aborder dans le groupe. *Nous vous invitons à regarder la présentation des enjeux sur le site de Québec solidaire (quebecsolidaire.net) en cliquant sur "VERS NOTRE PROGRAMME -BÂTIR ENSEMBLE UN QUÉBEC".*

Chaque enjeu est développé sur le site et vous pourrez prendre toutes les informations pertinentes ainsi que consulter le cahier de participation qui vous permettra de déterminer une question plus précise pour l'enjeu choisi.

Choisissez une question dans le guide et les discussions commencent! Une personne prend des notes et après 1h30 ou 2h d'échanges, elle en fait un résumé sur le formulaire approprié qui doit être envoyé au plus tard le 15 octobre 2010 à Québec solidaire.

Le tout reviendra localement en document synthèse pour discussions avec l'ensemble des membres.

Bonnes discussions!

Gaz de schiste : L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

Alors que le gouvernement Charest et l'industrie du gaz de schiste multiplient leurs déclarations afin de convaincre la population des bienfaits de cette ressource, d'innombrables révélations troublantes sont faites par des citoyens et des regroupements.

Voici quelques-unes des incohérences qui sont loin d'être rassurantes :

Selon madame Normandeau, il faut absolument saisir cette « formidable opportunité » de richesse collective.

Aux États-Unis, les coûts d'exploitation des gaz de schistes dépassent le prix de vente du gaz naturel sur le marché.

L'industrie rassure la population : « il faut demander plus d'autorisations au Québec que n'importe où ailleurs » pour explorer.

Le règlement ne donne toutefois pas le pouvoir au gouvernement de refuser l'obtention d'un permis de forage (à moins que certains documents soient manquants).

Le président de l'Association gazière et pétrolière du Québec rassure la population en soulignant que les règles prévalant au Québec sont restrictives.

En Pennsylvanie, l'industrie du gaz de schiste a violé plus de 1400 fois la réglementation environnementale en 2008.

Des agriculteurs voient des compagnies explorer sur leurs terres sans qu'ils ne puissent rien y faire.

Le Québec possède déjà un Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, les saumures et les réservoirs souterrains.

Un vieux règlement où on retrouve l'expression « gaz de schiste » en un seul endroit.

Le gouvernement donne un mandat au BAPE pour mieux comprendre avant d'agir.

Le gouvernement signera un protocole avec l'industrie du gaz de schiste dès cet automne alors que le rapport du BAPE ne sera remis qu'en février prochain.

Le gouvernement affirme que l'exploitation du gaz de schiste permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement commandera bientôt une étude pour le prouver (aucune étude ne l'affirmerait actuellement).

Le gouvernement affirme que l'exploitation du gaz de schiste permettra d'augmenter notre indépendance énergétique.

Certains se demandent si le fait d'acheter du gaz québécois à une compagnie albertaine est la meilleure façon d'atteindre l'indépendance énergétique.

À force d'entendre ce type de contradictions, on ne sait plus quoi penser. Une chose est certaine : on ne s'y retrouve plus du tout !

Dans un contexte où les règles ne sont pas adaptées à l'exploitation de cette ressource et où les enjeux sont importants, l'heure n'est pas à l'improvisation.

Québec solidaire propose donc un moratoire sur toutes activités liées à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste.

Il est en effet nécessaire d'entendre tous les acteurs concernés pour approfondir le sujet et ses alternatives.

Pour l'instant, il n'y a pas l'ombre d'une démonstration de la nécessité de recourir à cette énergie non-renouvelable et polluante pour assurer le bien-être et la prospérité des Québécoises et Québécois.

Québec solidaire entend continuer à appuyer les comités de citoyens qui se lèvent partout dans la province pour la suspension des activités liées au gaz de schiste et militer en faveur d'un Québec où le développement durable a un sens et où le développement d'énergies propres profite à toute la collectivité plutôt qu'aux multinationales. Parce que nous souhaitons un Québec... solidaire !

Michel Robert



MANIFESTATION CONTRE LE PLAN D'ACTION DE LA MINISTRE JULIE BOULET

Mercredi le 22 septembre dernier, à l'appel de la *Coalition pour un Québec sans pauvreté*, avait lieu devant l'Assemblée nationale à Québec une manifestation pour dénoncer le *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale*. Malgré son beau nom ronflant, ce plan d'action ne contient absolument rien pour combattre la pauvreté. Ce n'est qu'un remâchage insipide du vieux plan d'action de 2004 qui n'a d'ailleurs en rien empêché que l'écart entre riches et pauvres continue de se creuser.

Plusieurs centaines de personnes participaient à cette manifestation, dont une quinzaine de personnes venant de la région de Joliette, particulièrement des membres du *Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MEPAL)*, de *Action Dignité Lanaudière* ainsi que du *Syndicat des travailleuses et travailleurs du CSSSNL-CSN*. Dans la matinée, un groupe de membres du Collectif avait envahi l'Assemblée nationale pour y lire un manifeste de dénonciation du plan bidon de la ministre Julie Boulet et la mettre au défi de rédiger immédiatement un nouveau plan d'action. En après-midi, des centaines de manifestant-es de partout au Québec ont repris le message du matin : le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 n'est pas un véritable plan de lutte à la pauvreté – il ne vaut même pas le papier sur lequel il est imprimé. De leurs mains et avec une déchiqueteuse, les manifestant-es ont réduit en miettes ce pseudo plan d'action, puis l'ont renvoyé au gouvernement dans l'emballage qui lui sied le mieux : des sacs à ordures.

Les revendications mises de l'avant pour un véritable plan de lutte à la pauvreté étaient les suivantes :

* Que toutes les citoyennes et tous les citoyens aient accès, sans discrimination, à des services publics universels de qualité;

* Que le salaire minimum soit fixé à 10,69 \$/heure et révisé annuellement afin qu'une personne seule travaillant 40 heures/semaine sorte de la pauvreté;

* Que les protections publiques soient haussées et ajustées annuellement pour assurer à toute personne un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, soit 13,462\$/an (2008).

À ces revendications s'ajoute la demande de mettre en place certaines mesures urgentes :

* L'abolition des catégories à l'aide sociale;

* La gratuité des médicaments prescrits pour toutes les personnes ayant un revenu annuel inférieur à la mesure du panier de consommation (MPC);

* L'exemption totale des pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus.

Québec solidaire est de toute évidence le seul parti qui se sent à l'aise avec ces revendications. En ce 22 septembre, c'était la rentrée parlementaire et l'Assemblée nationale fourmillait de députés et ministres. C o m b i e n

parmi eux se sont donné la peine de rencontrer les manifestant-es ? Un seul et, vous l'avez deviné, il s'agissait d'Amir Khadir. Où étaient donc tous ceux et celles qui se prétendent sociaux-démocrates ? Peut-être étaient-ils trop occupés à défendre l'idée d'exploiter le pétrole dans le Golfe du St-Laurent ? Ou à promouvoir l'enrichissement individuel des québécois-es ?

Quoiqu'il en soit, il est clair qu'un seul parti au Québec est prêt à se mouiller à fond pour les moins nantis et pour la classe moyenne qui voit son pouvoir d'achat fondre de jour en jour.

La *Coalition pour un Québec sans pauvreté* entend continuer son action et en cela, elle recevra toujours l'appui de Québec solidaire.

Jean Paul Pelletier



COMMUNIQUÉ:

Québec solidaire Joliette appuie les Responsables de service de garde en milieu familial.

-St-Charles-Borromée, le 27 septembre 2010

C'est sous un soleil resplendissant et dans une ambiance de fête que Flavie Trudel, porte-parole de Québec solidaire Joliette et Michel Robert membre du Comité de coordination de QS Joliette, ont participé au rassemblement CSN des Responsables de service de garde en milieu familial qui a eu lieu à la bibliothèque Rina-Lasnier de Joliette. Daniel Tessier, président du Conseil central de Lanaudière a mentionné que seul le parti Québec solidaire avait accepté l'invitation à l'événement. Flavie Trudel a encouragé les éducatrices à poursuivre avec ferveur leur négociation avec le gouvernement du Québec afin de signer leur premier contrat collectif de l'histoire. Interpellant les parents, les enfants, les syndiquées responsables de service de garde en milieu familial, elle a rappelé comment en 2003, le gouvernement Charest avait, par le truchement d'une loi injuste, enlevé le droit de se syndiquer et de négocier à ces travailleuses. De plus, Flavie Trudel a souligné comment ce même gouvernement, à la suite d'une bataille juridique épique, s'était vu contraint par les tribunaux de réhabiliter dans leurs droits les responsables de services de garde en milieu familial du Québec.

C'est une caravane rose qui a transporté l'équipe de mobilisation des RSG dans nos terres lanaudoises pour sensibiliser la population aux enjeux particuliers de la négociation. Suzie Poirier et Karine Morisseau, deux RSG militantes, ont dressé un portrait de la situation. Mis à part la reconnaissance de leur travail, les revendications tournent autour de meilleures conditions pour exercer leur travail, des protections en matière de maladie et d'accident, du droit à des vacances, et une meilleure rémunération. C'est avec beaucoup d'espoir d'en arriver rapidement à une entente avec le gouvernement que les négociatrices ont repris le volant de leur caravane et se sont dirigées vers Québec où elles ont terminé leur voyage samedi dernier devant l'Assemblée nationale.

Flavie Trudel
Porte-parole de QS Joliette



Flavie Trudel intervient lors du rassemblement des Responsables de service de garde en milieu familial de Lanaudière.



Michel Robert du comité de coordination de Québec solidaire Joliette devant la caravane rose.



Flavie Trudel porte-parole de Québec solidaire Joliette et les Responsables de service de garde en milieu familial devant la caravane FSSS-CSN..